

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 février 2024

RELATIF À L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET
DE LA RADIOPROTECTION POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA RELANCE DE LA
FILIÈRE NUCLÉAIRE - (N° 2197)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CE13

présenté par

M. Laisney, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,
Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard,
M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière,
M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne,
M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud,
Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc,
M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin,
Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier,
M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes,
M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala,
Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé,
M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 12

À l'alinéa 13, après les mots :

« pour avis »,

insérer les mots :

« , ce qui ne devrait pas lui donner beaucoup de travail ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe LFI-NUPES vise à alerter sur l'abandon par le Gouvernement de la loi de programmation énergie climat, sur laquelle il est prévu à l'article 12 que le Haut-commissaire à l'énergie atomique (HCEA) donne un avis.

L'article L100-1-A du code de l'énergie prévoit en effet qu'« avant le 1^{er} juillet 2023, puis tous les cinq ans, une loi détermine les objectifs et fixe les priorités d'action de la politique énergétique nationale pour répondre à l'urgence écologique et climatique. »

La réponse à l'urgence écologique et climatique, tout comme le simple respect de la loi, n'étant manifestement pas la priorité du Gouvernement et d'Emmanuel Macron, à l'inverse de la relance forcenée du nucléaire, cette loi de programmation énergie climat, pourtant promise, n'a jamais été présentée par le Gouvernement.

Nous dénonçons par ailleurs à cette occasion le resserrement des décisions sur le nucléaire civil et militaire autour d'un très petit nombre de personnes, dont le HCEA, dans le secret du Conseil de politique nucléaire (CPN), autour du Président de la République.